

# POPULISME: QUAND LE QUÉBEC SURFE SUR LA VAGUE

**Par  
Juliette Samson**

Si vous suivez un tant soit peu l'actualité, vous aurez remarqué que l'Occident connaît actuellement une montée rapide du populisme. Que ce soit aux États-Unis ou dans divers pays européens, c'est un mouvement difficile à manquer. Là-dessus, les Québécois jouent à l'autruche : juste parce que nous n'avons pas (encore) élu de gouvernement à l'arrière-goût fasciste ne signifie pas que nous sommes l'exception.

Il est facile d'ignorer la montée du populisme au Québec parce que c'est un concept qui est assez mal compris en général. Ou plutôt, on en comprend qu'une partie. Oui, Hitler et Mussolini étaient des populistes. Oui, Trump et Marine le Pen sont des populistes. Non, tous les populistes ne sont pas des hurluberlus xénophobes qui gesticulent devant une foule. D'ailleurs, le populisme n'est pas le monopole de l'extrême droite, ni même de la droite tout court.

Le populisme se base sur une conception du

peuple comme une entité homogène, relevant d'une identité commune. Le peuple, estimé par les populistes, est continuellement bafoué par les élites politiques, intellectuelles et économiques qui profitent de leur position de pouvoir et qui ignorent complètement la dure réalité du commun des mortels. (D'ailleurs, que les chefs de partis populistes fassent partie de l'élite politique ne semble pas soulever de question.) C'est le principe de la majorité silencieuse. En soi, vouloir dénoncer une classe dirigeante déconnectée des citoyens n'est pas une mauvaise chose. Le populisme propose toutefois des solutions simplistes et irréalisables sous des dehors de bienveillance populaire. Le discours populiste se base typiquement sur les émotions plutôt que sur la capacité de réflexion des électeurs. On peut par exemple faire appel à la nostalgie pour des temps plus simples ou à la colère contre les plus puissants de ce monde. Il est donc facile d'entourlouper une population émue qui ne discerne pas les failles d'un raisonnement.

Là où le populisme peut devenir dangereux, c'est quand il se mêle au nationalisme. Le peuple, en plus de s'opposer à l'élite, s'oppose alors aussi aux minorités ethniques, qui menacent la cohésion de la société et sont accusées de tous les maux qui pèsent sur l'actuel Occident : crises économiques, délinquance accrue, diminution des services gouvernementaux... Le discours, de « le bon peuple québécois est bafoué par les élites politiques » devient « le bon peuple québécois est bafoué par le complot entre les immigrants et l'élite politique. » C'est le début d'une pente glissante qui mène vers l'extrême droite.

Au Québec et au Canada, nous n'en sommes pas rendus là, mais cela ne veut pas dire pour autant que nous ne pouvons pas faire de même. En cette période électorale, il est difficile d'ignorer le populisme qui pointe le bout de son nez. Au débat des chefs de Radio-Canada, par exemple, Jean-François Lisée s'est amplement servi de l'appel aux sentiments en racontant des témoignages de personnes vulnérables pour appuyer son programme ou sa dénonciation des politiques des autres partis. Même s'ils étaient véridiques, ces témoignages ne contribuaient pas à l'avancement des idées débattues, seulement à montrer que le Parti Québécois est le seul parti se souciant réellement du

peuple. L'idée de François Legault de faire passer aux immigrants un test des valeurs avant de leur octroyer le droit de vivre au Québec s'inscrit elle aussi dans cette dynamique, puisqu'elle suppose que les Québécois sont un tout uniforme, et qu'un simple examen à réponses courtes pourra régler les difficultés que connaissent toutes les sociétés multiculturelles et mondialisées au XXI<sup>e</sup> siècle. Au niveau canadien, Justin Trudeau est un exemple parfait du populisme : issu de l'élite politico-économique canadienne (son père était quand même premier ministre), il se place en homme du peuple. Il charme avec ses sourires étincelants, émeut avec ses larmes et attendrit avec ses portraits de famille. Surtout, il promet au peuple ce que le peuple veut, à coup de promesses irréalisables et irréalisées, et de priorités douteuses. En effet, depuis quand est-ce que les problématiques environnementales et la pauvreté extrême des Autochtones doivent-elles passer après la légalisation de la marijuana?

Justin Trudeau, mieux que quiconque en politique canadienne ou québécoise, a su profiter de l'abondance et de la facilité d'accès aux informations, qui offrent à ceux qui savent s'en servir une porte directe vers le citoyen, phénomène qui a grandement contribué à la croissance du populisme.

Enfin, bien qu'on n'ait pas encore été frappés de plein fouet par la vague populiste, on ne peut que la redouter, puisqu'au Québec s'observe présentement un ras-le-bol général envers notre propre *establishment*, signe avant-coureur de ce tsunami. Ce ras-le-bol est-il complètement infondé? Non, je ne crois pas. Mais je ne crois pas non plus que des solutions simplistes et un discours réducteur soient des solutions viables ou des vecteurs de changement positif pour le Québec.